

Recherches sociographiques



Richard MORIN, *Réanimation urbaine et pouvoir local. Les stratégies des municipalités de Montréal, Sherbrooke et Grenoble en quartiers anciens*

Yves Cornu

Volume 29, Number 1, 1988

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056358ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056358ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Cornu, Y. (1988). Review of [Richard MORIN, *Réanimation urbaine et pouvoir local. Les stratégies des municipalités de Montréal, Sherbrooke et Grenoble en quartiers anciens*]. *Recherches sociographiques*, 29(1), 150–153.
<https://doi.org/10.7202/056358ar>

années d'observation), les effets sur la santé des terminaux à écran de visualisation, les formes d'organisation du travail et d'adaptation de la main-d'œuvre, les problèmes de formation et de recyclage, etc. ? Ce sont des questions pour lesquelles nous n'avons pas encore de réponse claire et il importe simplement que les chercheurs continuent de s'y intéresser.

Parmi les recommandations, il en est une qui nous apparaît fort contestable. Dès qu'on s'est rendu compte d'une prépondérance de recherches à caractère sociologique ou d'initiative syndicale, un réflexe tout à fait étatique a fait dire aux auteurs que les ingénieurs, les économistes et les gestionnaires devraient être incités par les organismes subventionnaires à s'impliquer dans ce champ de recherche des impacts socio-économiques des nouvelles technologies (p. 145), sans compter évidemment les équipes multidisciplinaires, desquelles on est censé attendre des miracles. C'est là une vision à courte vue, qui ne tient pas compte du peu de ressources dont jouissent les chercheurs des sciences sociales dans la question de la maîtrise sociale des changements technologiques, comparativement aux chercheurs de nombreuses autres disciplines sur des questions qui, d'emblée, devraient intéresser les premiers. Elle ne tient pas compte non plus du fait que, malgré les préjugés, les syndicats ont investi beaucoup ces dernières années pour produire des recherches crédibles, qui ont pu engendrer des débats allant bien au-delà des lignes idéologiques traditionnelles. Hormis les cas exceptionnels, il est loin d'être évident que les ingénieurs et les gestionnaires s'intéressent aux impacts sur le travail et l'emploi ; d'ailleurs, pourquoi doit-on se scandaliser du fait que les chercheurs des sciences sociales ou les syndicats s'y intéressent en premier lieu ?

Même si, dans le cas présent, le rapport est sous certains aspects très bien réalisé et susceptible d'informer ceux qui s'intéressent à la question, il ne mérite pas d'être réédité avec les mêmes objectifs avant au moins une dizaine d'années, surtout pas au détriment de la recherche elle-même. De tels bilans sont pourtant sur le point d'être répétés ou l'ont déjà été, en partie tout au moins, par le Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration, le Centre de recherche en évaluation sociale des technologies (CREST, Montréal) et le Pugwash étudiant du Canada. Le Ministère des communications du Québec a même entrepris un bilan comptable de l'informatisation au Québec. Bref, ce ne sont pas les bilans qui manquent. Espérons simplement qu'on s'attardera davantage aux résultats de recherche.

Guy FRÉCHET

*Groupe de recherche sur l'informatisation de la société,
Université Laval.*

Richard MORIN, *Réanimation urbaine et pouvoir local. Les stratégies des municipalités de Montréal, Sherbrooke et Grenoble en quartiers anciens*, Québec, Presses de l'Université du Québec/I.N.R.S.-Urbanisation, 1987, 173p.

L'ouvrage de Richard Morin, réalisé à partir d'une thèse de doctorat en urbanisme, offre un très bon exemple de l'utilité des études comparatives dans le domaine de la

sociologie du pouvoir local. S'il ne fallait retenir qu'un seul motif de satisfaction, c'est sur ce point que nous voudrions insister. Consacré aux stratégies d'intervention des municipalités de Montréal, Sherbrooke et Grenoble (France) dans le secteur des quartiers anciens montrant des signes de déclin, tels que le vieillissement, l'appauvrissement de leur population, la détérioration de l'habitat et la perte d'emplois industriels, ce livre étudie de manière empirique la place et le rôle de l'institution municipale en matière de réanimation urbaine. Cette intervention active des pouvoirs publics locaux se matérialise notamment par la réhabilitation de l'habitat, l'amélioration des équipements collectifs, la création de nouvelles activités économiques et l'incitation à la venue de nouvelles populations. L'auteur s'intéresse aussi aux obstacles rencontrés par les initiatives municipales et aux options possibles face à ces obstacles.

La composition du livre est très simple, trop simple peut-être, et un peu répétitive. Dans un premier chapitre, l'auteur présente les enjeux constitués par les quartiers centraux défavorisés, le contexte économique et institutionnel dans lequel se sont effectuées les différentes opérations de réhabilitation, les forces sociales en présence, les modalités potentielles des interventions municipales et enfin, l'influence des moyens financiers, juridiques et techniques mis à la disposition des municipalités par l'État. Les trois chapitres suivants reprennent les trois études de cas (Montréal, Sherbrooke, Grenoble) en insistant sur le rôle joué par les municipalités dans la mutation des quartiers touchés; l'ensemble étant bouclé par un dernier chapitre où sont regroupées les principales conclusions à tirer de ces enquêtes. Une présentation par thèmes ou enjeux, et non pas par ville, aurait peut-être évité ce sentiment de répétition.

Mais là n'est pas l'essentiel. Il nous semble plus important de souligner l'intérêt de la comparaison qu'effectue Morin entre des villes de différente importance, appartenant à des contextes politiques et administratifs variés. Cet angle d'observation permet de mieux apprécier les rapports de toute nature qu'entretiennent l'État et les municipalités, et les différences importantes qui existent à ce propos entre le Québec et la France. Plus motivant encore, l'ouvrage de Richard Morin cherche à comprendre pourquoi la production de l'espace est le résultat d'une dynamique complexe liée au jeu de divers acteurs sociaux, économiques et politiques, qui se distinguent les uns des autres suivant les contextes nationaux et locaux. Il montre bien comment les municipalités n'ont pas le contrôle des opérations qu'elles engagent et en quoi elles ont souvent du mal à dépasser le stade des intentions. Les effets pervers qu'elles subissent sont nombreux et modifient, en cours de réalisation, les données mêmes de leur projet, la complexité des interactions finissant le plus souvent par devenir incontrôlable. Finalement, lorsque des municipalités interviennent, comme dans le cadre de ce livre, pour infléchir sur le devenir des quartiers anciens, les mutations sociales auxquelles elles sont confrontées leur échappent en partie, et relèvent d'une logique qui déborde largement leur intention. À cet égard, les conclusions de Morin confirment clairement, une nouvelle fois, que le pouvoir local n'est pas l'instrument de « forces nationales » sur la scène locale. Elles confirment également que les élus locaux ont peu de maîtrise sur les agents économiques et qu'ils sont bousculés par l'action de nombreux acteurs publics, centraux ou non, souvent associés et parfois rivaux. Leur marge de manœuvre n'est pas nulle, mais ils doivent apprendre à composer avec de nombreux acteurs qu'ils ne contrôlent pas, et à négocier avec le pouvoir central, dont ils dépendent souvent financièrement (surtout en France).

L'orientation du regard vers les coulisses de la politique municipale est l'un des plus grands mérites de ce livre, car elle n'est pas sans susciter un certain désenchantement sur la nature même du pouvoir des élus locaux. À la représentation rassurante de leur action politique comme un acte évident et volontaire, pris de manière rationnelle et en fonction de l'intérêt général, voilà qu'est substituée une image moins claire et plus prosaïque : celle de stratégies à la fois ponctuelles et protéiformes d'une multiplicité d'acteurs individuels ou collectifs à la recherche de plus de pouvoir ou de rentabilité économique. Confrontés dans leur projet de réanimation urbaine à tout un maillage de contraintes économiques et institutionnelles, les élus locaux bricolent en permanence face à l'échec répété de leurs politiques et leur incapacité partielle à maîtriser l'avenir de leur ville. À cet effet, il est passionnant de suivre l'entrée en scène d'une série d'intervenants (publics ou privés), non prévus obligatoirement à l'origine des stratégies municipales et qui font l'apprentissage des situations et de leurs solutions au fur et à mesure de leur déroulement. Les conséquences des opérations sont découvertes de façon séquentielle et non synoptique. L'exemple de réhabilitation du quartier Berriat à Grenoble est fort instructif à cet égard. Pour cette municipalité, l'incertitude du comportement des autres intervenants (l'État, les propriétaires privés) n'est jamais totalement maîtrisable, ce qui diminue d'autant la rationalité de ses propres initiatives. Ses réalisations ne sont pas une fin en soi, mais une possibilité parmi d'autres, étant donné les contraintes qui pèsent sur le comportement de l'ensemble des participants à la réhabilitation du quartier. En définitive, ces quelques informations interdisent de reproduire implicitement, à l'avenir, l'image trop naïve de la prise de décision politique comme un choix effectué de façon synchronique par le décideur, acteur rationnel qui pourrait sélectionner dans un tableau des possibles la solution idéale.

Une remarque s'impose toutefois sur tous ces points. Si la thèse de l'ouvrage est plaisante, on peut être plus sceptique sur les conditions de sa démonstration. À lire Richard Morin, il est à craindre qu'on finisse par croire que les « faits » parlent d'eux-mêmes, une fois collectés par le chercheur. Il utilise en effet trop systématiquement les déclarations d'intention des pouvoirs publics comme indicateur de leur action. En considérant que les intentions se suffisent à elles-mêmes, il attribue une place trop belle, dans l'explication des stratégies locales, aux ambitions municipales, et ce, au détriment des enjeux. Il attache trop d'importance aux aspects réglementaires des procédures, négligeant par là même les activités concrètes, précises et en dehors des normes qui ont permis à ces opérations de rénovation de se constituer au jour le jour. Pour renouer avec cette nécessité, aller au-delà des règlements administratifs, un retour s'imposerait sur le contexte précis, détaillé, politique, dans lequel se sont épanouies ces différentes opérations de réhabilitation. À cet effet, les éléments rassemblés dans le livre ne sauraient satisfaire toute notre curiosité à l'endroit des tractations, concertations ou confrontations à la faveur desquelles ces projets ont été mis au point, puis réalisés dans leur forme particulière. Par ailleurs, on peut s'interroger sur une autre donnée méthodologique de cet ouvrage. Pourquoi les quelques éclairages néo-marxistes du pouvoir local esquissés au premier chapitre disparaissent-ils totalement du reste du livre et ne sont d'aucune aide pour décrypter ses conclusions ? Ce choix méthodologique s'avère largement empreint d'équivoque et est contredit par la diversité des intervenants au sein des instances décisionnelles et leur non-détermination par des processus exclusivement économiques. À ce propos, la catégorisation *a priori* de la société locale en classes sociales nous semble

démentie par les conclusions des études de cas. Définie en premier lieu pour fixer « l'essence » des acteurs sociaux, cette catégorisation demeure faiblement opérationnelle et d'une relative inutilité pour expliquer le comportement des différents acteurs sociaux. Chaque enquête démontre le caractère construit des catégories sociales dans leurs rapports, non toujours identiques, à l'économie et au pouvoir politique. Méfions-nous des étiquettes qui nous donnent le sentiment de signifier quelque chose, et qui, en vérité, ne forment qu'un véritable écran, empêchant de désigner les choses par leur nom.

Au-delà de ces quelques interrogations rappelons, pour conclure, le grand intérêt de ce livre. Sa richesse est d'étudier le fonctionnement du pouvoir local de manière comparative et circonstanciée et de rechercher un compromis entre le désir d'appréhender le changement social à travers un exemple très spécifique et la nécessité, pour la sociologie du pouvoir local, de se doter de nouveaux outils.

Yves CORNU

*Centre d'analyse politique comparée,
Université de Bordeaux I.*

Francine DANSEREAU et Daniel L'ÉCUYER, *Réanimation, reconquête, conversion. Revue de la littérature et bibliographie sélective annotée*, Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1987, 274p. (« Rapport de recherche », 10.)

Le sous-titre de cet ouvrage est trop modeste. Il s'agit de plus que d'une simple « revue de la littérature ». Les auteurs présentent une véritable synthèse intégrée de l'état des connaissances actuelles au sujet de la réanimation des quartiers anciens des villes nord-américaines. La recension bibliographique n'est pas exhaustive. Des livres sont passés sous silence, celui par exemple de M.H. LANG, *Gentrification Amid Urban Decline: Strategies for America's Older Cities* (Cambridge, Mass., Ballinger, 1982). Mais l'exhaustivité des sources n'est pas, de toute évidence, le but premier des auteurs. Il s'agit plutôt, pour eux, de contribuer au débat et à la formulation des politiques urbaines sur la réanimation des centres et la conversion en copropriété.

Pour construire leur synthèse, Dansereau et L'Écuyer ont effectué une sélection en trois étapes. Ils ont d'abord consulté plus de cent titres sur la réanimation et la reconquête des quartiers anciens, et environ quatre-vingts autres sur la question de la conversion d'immeubles locatifs en logements possédés selon des formules de copropriété. La grande majorité des travaux consultés sont d'origine américaine. Cette littérature est très récente. Trois ou quatre titres seulement datent d'avant 1970, et la plupart ont été publiés après 1975. Une place tout à fait majeure est faite à une étude de l'agence fédérale américaine HUD (Housing and Urban Development) datant de 1980 et portant sur la conversion en copropriété. Toutefois, les principales recherches québécoises et canadiennes sont mentionnées; leur fréquence semble d'ailleurs augmenter au cours des années quatre-vingt.

Cette matière première est ensuite soumise à un deuxième processus de sélection. Des fiches bibliographiques d'une page et demie en moyenne par titre sont consacrées